

Eli Clifton et Ian Lustick : le lobby israélien, l'Amérique sous influence étrangère

Eli Clifton est cofondateur et conseiller principal au Quincy Institute, et Ian Lustick occupe la chaire Bess W. Heyman au département de science politique de l'Université de Pennsylvanie. Achetez « Israel's Lobby » : <https://www.simonandschuster.com/books/Israels-Lobby/Eli-Clifton/9781668210840> Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glennndiesen.substack.com/> X /Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennndiesen> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennndiesen> Offrez-moi un café : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Achetez des produits dérivés Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue à nouveau. Nous recevons aujourd'hui Eli Clifton et Ian Lustick pour parler de leur excellent nouveau livre, « Le lobby d'Israël ». Et pour ceux qui ne l'ont pas encore acheté, c'est le bon moment. J'ai mis un lien dans la description. Merci à vous deux d'être avec nous. C'est un livre très important. Et il peut aussi être très pertinent.

#Glenn

Eh bien, à mes yeux, l'ère de l'hégémonie libérale est terminée. Et il semble qu'aux États-Unis, la pression monte pour s'adapter aux nouvelles réalités, en mettant fin aux guerres sans fin. Mais, apparemment, le lobby israélien constitue un frein majeur, ou une limite à la capacité d'opérer ces changements. En effet, comme nous le savons, l'administration Trump avait affiché l'ambition de mettre fin à ces guerres sans fin, avant de lancer cette guerre désastreuse contre l'Iran. Et il semble y avoir un très large consensus sur le fait qu'Israël poussera les États-Unis dans cette direction.

Eh bien, nous n'avons pas vraiment besoin d'un large consensus. Les preuves sont déjà là. Et on voit bien davantage de voix critiques sur la manière dont Israël influence les politiques américaines. Et encore une fois, ce que je trouve fascinant dans votre livre, c'est que vous suivez l'argent. Vous montrez comment, au fond, les États-Unis en sont venus à mener des politiques qui vont à l'encontre de leurs propres intérêts. Alors, oui, je ne sais pas vraiment par où commencer. Je me dis que vous soutenez que le lobby israélien ne ressemble à aucun autre. Mais en quoi est-il différent des autres lobbies ? Parce que les États-Unis comptent beaucoup de lobbies puissants.

#Eli Clifton

Je veux laisser Ian répondre rapidement, mais je voudrais juste revenir un instant sur ce que vous avez dit avant votre question. Vous disiez que cela semble aller à l'encontre de ce que l'administration Trump avait affirmé vouloir faire. Et l'un des points que nous soulignons dans le livre, et qui me paraît important, c'est que dans nos médias, dans notre débat politique, nous avons tendance à beaucoup nous focaliser sur Trump. Mais il est frappant de regarder les présidents précédents — et je parle des présidents récents — qui ont tous déclaré, sous différentes formes, vouloir se détourner du Moyen-Orient : d'Obama à Trump, puis Biden, puis Trump à nouveau. Ils ont tous indiqué vouloir, de diverses manières, se concentrer sur la gestion de la montée en puissance de la Chine et déplacer l'attention vers le Pacifique. Et tous ont dit que cela ne pouvait se faire qu'en se détournant du Moyen-Orient. Or, chacun d'entre eux a été empêché de mener cet effort à bien. J'ai une interprétation là-dessus. Désolé d'intervenir. Bien sûr.

#Ian Lustick

Alors, regardons cela de deux manières. Qu'est-ce qui rend ce lobby si inhabituel ? Je crois que nous avons intitulé le chapitre : « Un lobby pas comme les autres. » Les lobbies sont très courants aux États-Unis, comme vous l'avez souligné. Tout le pays repose sur une Constitution qui imaginait que chaque intérêt au sein du pays se mobiliserait pour défendre ses propres aspirations très, très particulières. Chaque faction se mobiliserait donc, ferait contrepoids à l'influence de la faction qui lui est opposée, et cela donnerait un certain équilibre à la politique américaine. Ce qui distingue le lobby pro-israélien, ce qui le rend si inhabituel, c'est d'abord que c'est un lobby de politique étrangère. Or, très peu de lobbies de politique étrangère suscitent suffisamment d'intérêt chez les Américains pour peser véritablement dans la politique américaine.

Eh bien, le lobby israélien est l'un des seuls lobbies de politique étrangère qui comptent vraiment, et il compte énormément. En fait, il compte d'autant plus que la plupart des gens ne s'intéressent pas à la politique étrangère. Donc, si un membre du Congrès ou un président subit des pressions du lobby israélien pour faire quelque chose en politique étrangère qu'il ne voudrait pas faire autrement, il le fait. Parce que ses électeurs ne le récompenseront pas s'il tient tête au lobby israélien.

Traditionnellement, la plupart des électeurs s'en moquent tout simplement. Mais ils savent qu'ils seront sévèrement sanctionnés par le lobby israélien s'ils ne suivent pas la ligne, et c'est pour cela que ce lobby a eu autant de succès.

Nous le savons, c'est ce qu'avait anticipé le président George Washington dans son discours d'adieu, lorsqu'il avait averti que, s'il était normal que des lobbies nationaux s'affrontent dans l'arène de la politique américaine, en réalité, les querelles partisans devaient s'arrêter au bord de l'eau. Car s'il existait, je cite George Washington, « un attachement passionné entre une faction en Amérique et un pays étranger », cela fausserait toute la politique étrangère américaine. Il n'y aurait aucune force de contrepoids, sur le plan intérieur, pour s'y opposer, et les responsables politiques céderaient à son influence. Et il a eu raison. Tragiquement raison. Même si, peut-être, les choses commencent aujourd'hui à changer un peu.

#Glenn

Eh bien, j'ai trouvé intéressant aussi ce qu'Eli a dit tout à l'heure à ce sujet. Bien sûr, cela n'a pas commencé avec Trump. C'est Obama qui a annoncé le premier ce pivot vers l'Asie. Mais, là encore, les commentaires sur le Moyen-Orient avaient déjà précédé cela. Je me demandais si vous pourriez nous retracer l'évolution du lobby israélien. C'est assez surprenant, étant donné qu'Israël est un pays relativement petit. Comment est-il devenu si puissant aux États-Unis ? Parce que, si l'on ne considère que l'intérêt national, on pourrait soutenir qu'à partir de 1967, Israël apparaissait comme un puissant relais vers le Moyen-Orient. Mais aujourd'hui, bien sûr, il est de plus en plus perçu comme allant à l'encontre des intérêts américains. Je me demandais simplement comment cette évolution s'est produite.

#Ian Lustick

Eh bien, cela a commencé dans les années cinquante, avec une opération du ministère israélien des Affaires étrangères visant à acquérir une certaine influence aux États-Unis et à contrebalancer les sentiments antisionistes qui existaient au Département d'État sous l'administration Eisenhower. Celle-ci prévoyait qu'un État juif idéologiquement engagé, avec des ambitions revanchistes et irrédentistes, déstabiliserait la région et entraverait la politique américaine, ainsi que les ambitions américaines de contrer l'influence soviétique. Donc, cela remonte au début des années cinquante. Mais ce qui s'est passé, c'est que les soutiens d'Israël, qui avaient aussi été très actifs en faveur du mouvement sioniste avant la création de l'État, se sont organisés avec l'aide d'Israël. Ils sont devenus ce que nous connaissons aujourd'hui comme le lobby pro-israélien, dont le noyau est l'American-Israel Public Affairs Committee, même s'il portait un autre nom au début.

Et ils ont pleinement tiré parti de ce que je disais tout à l'heure. Sachant que la plupart des Américains s'en moquent, ils se sont extrêmement bien organisés. Ils pouvaient aller voir des responsables politiques du Montana, du Kansas ou du Dakota du Nord et leur dire : « Écoutez, nous voulons que vous souteniez ce que nous disons sur le Moyen-Orient, même si le président n'est peut-être pas d'accord. Et si vous le faites, nous vous soutiendrons. Mais si vous ne nous soutenez pas, nous organiserons une primaire contre vous. Et il ne faudra qu'un peu d'argent dans votre circonscription. Personne, dans votre circonscription ou dans votre État, ne se préoccupe de cette question. Donc, si vous nous défiez, vous n'y gagnerez rien. Et si vous cédez, vous gagnerez. Vous en tirerez bénéfice. » Or, cela a eu pour conséquence que, si vous regardez la politique étrangère américaine à l'échelle mondiale, vous voyez qu'il y a deux sujets sur lesquels, traditionnellement, la politique étrangère américaine a été vraiment étrange.

À trois écarts-types de la moyenne internationale. Il y a deux questions. L'une, c'est Israël. L'autre, c'est Cuba. Chaque mois d'octobre, les États-Unis et Israël votent pour maintenir le blocus contre Cuba. Le reste du monde dit non. Comment expliquer que, sur ces deux questions, Cuba et Israël, la politique étrangère américaine soit si étrange ? Ce qui l'explique, c'est que ce sont les deux dossiers où des groupes de pression en politique étrangère comptent réellement sur le plan intérieur. Or, c'

est la politique intérieure qui compte pour les présidents américains et les membres du Congrès américain. Donc, il y a l'engagement, l'argent, les alliances au sein de la communauté juive et, en dehors de cette communauté, avec les évangéliques chrétiens. Et c'est l'exploitation systématique de la structure politique américaine qui explique la montée et la consolidation du pouvoir du lobby israélien.

#Eli Clifton

Il y a là quelque chose d'intéressant. La force du lobby et sa capacité à exercer une influence ont reposé, du moins pendant les premières décennies de son existence, sur le fait que la politique étrangère était un enjeu peu saillant, et sur des sentiments au moins nominalelement pro-israéliens au sein de l'électorat. Cela lui a donc laissé une grande marge de manœuvre quant à ce qu'il pouvait demander aux responsables politiques. Comme l'a dit Ayan, il y avait l'idée que suivre le lobby ne coûtait, en quelque sorte, rien.

Mais vers l'an deux mille, vous savez, avec la mort des accords d'Oslo, avec le passage à la guerre mondiale contre le terrorisme, on commence à voir un déclin assez constant, mais lent, du sentiment pro-israélien au sein de l'électorat américain. Pas assez pour réellement faire basculer des élections, pas assez pour en faire un enjeu suffisamment saillant pour influencer les votes. Mais on commence à voir une tendance se dessiner. Et je pense qu'il se produit quelque chose d'assez intéressant. À mesure que cette dynamique prend de l'ampleur, en deux mille dix, avec les décisions de justice Citizens United et SpeechNow, qui ont ouvert les vannes de notre système de financement des campagnes électorales, cela a permis à un petit groupe de personnes, des ploutocrates, d'exercer une très grande influence dans notre système politique, une influence qui leur avait auparavant été refusée, d'une certaine manière.

Et par ce mécanisme, on voit le lobby prendre une nouvelle importance, au sommet de l'écosystème du financement des campagnes électorales. Il est porté par un groupe de plus en plus restreint de personnes aux positions très à droite sur Israël, très alignées sur les gouvernements du Likoud en Israël. Et, en un sens, des positions plus radicales s'expriment à la fois en Israël et, aux États-Unis, par l'intermédiaire du lobby. Cela n'est possible que lorsqu'ils parviennent, de fait, à exercer une emprise étouffante sur le financement des campagnes électorales et sur les membres du Congrès. Et, encore une fois, il y a la menace qu'une primaire soit lancée contre eux, une primaire à laquelle ils n'auraient peut-être pas les moyens de répondre.

#Glenn

Eh bien, je suppose qu'un autre aspect singulier du lobby pro-israélien, c'est que, comme vous le soutenez, il ne se contente pas d'influencer la politique américaine. Les responsables politiques américains eux-mêmes, à maintes reprises, subordonnent les intérêts des États-Unis à ceux d'Israël. Je me demandais donc : avez-vous des exemples de cela ? Et comment ce phénomène s'est-il accru ? Enfin, évidemment, vous avez des exemples, mais...

#Eli Clifton

Eh bien, je pense que le plus récent est un assez bon point de départ : la guerre contre l'Iran. Quand Marco Rubio intervient et déclare, dans les trente-six premières heures de la guerre en février, que la raison pour laquelle les États-Unis ont choisi de se joindre à Israël dans cette affaire, c'est qu'ils avaient conclu que les Israéliens allaient recommencer à attaquer l'Iran, et que, ce faisant, les Iraniens allaient inévitablement attaquer des cibles américaines dans la région. Donc les États-Unis n'avaient pas d'autre choix que de suivre le mouvement. Or, ce qui manque vraiment dans ce raisonnement, c'est toute considération du fait que les États-Unis auraient peut-être pu dire aux Israéliens : « Ne le faites pas. »

Ne serait-ce que par intérêt pour nous-mêmes ici, parce que nous ne voulions pas être entraînés dans cette guerre. C'est précisément ce que Donald Trump disait vouloir éviter. Mais au lieu de ça, vous avez le secrétaire d'État qui dit assez explicitement que les Israéliens nous ont forcé la main. Et vous voyez le lobby s'embraser. Au cours des vingt-quatre premières heures de ce conflit, on voit l'AIPAC et d'autres groupes célébrer avec enthousiasme le début de cette guerre. Donc, encore une fois, une guerre que le secrétaire d'État a dit avoir été, en pratique, imposée à cette administration.

#Ian Lustick

Et bien sûr, il y a de nombreux exemples. Nous les examinons assez en détail dans le livre : sous les administrations Ford et Truman, sous les présidents Carter, Obama et, comme nous venons de le mentionner, Trump. Dans ces cas-là, un président a une idée, souvent sur la manière de parvenir à la paix entre Israël et les Arabes, généralement par une sorte de règlement global sur lequel les États-Unis et l'Union soviétique se mettraient d'accord. Puis le lobby israélien se mobilise avec force, et le conseiller du président chargé des affaires intérieures lui fait remarquer qu'il risque fort de perdre le Congrès, ou de perdre sa propre élection ou sa réélection, s'il cède sur cette question.

Et, à plusieurs reprises, nous montrons comment des présidents ont dit : « Oh, merde, je dois céder... je ne peux pas faire ce que je veux », tout en promettant aux Arabes que la prochaine fois, après leur réélection, ils pourront aller de l'avant avec ce plan. Et cela s'est produit encore et encore. C'est un exemple systématique de la manière dont les intérêts américains, tels qu'ils sont définis par ce qu'un président et ses principaux conseillers en politique étrangère et en sécurité nationale estiment être l'intérêt national, voient ces politiques contrecarrées, modifiées, bloquées par veto ou entravées par le lobby israélien. Ce que nous faisons dans le livre, et qui va un peu au-delà de cela, c'est nous intéresser non seulement à la façon dont les intérêts américains à l'étranger sont compromis, mais aussi à la manière dont, et aux raisons pour lesquelles, l'influence du lobby compromet désormais les libertés américaines sur le territoire national.

#Glenn

Mais comment l'évolution d'Israël a-t-elle influencé le lobby pro-israélien ? Parce que, encore une fois, l'Israël des années soixante et soixante-dix est très différent de celui que nous voyons aujourd'hui. Je pense à un Israël plus à droite, nationaliste, religieux. On peut aussi y ajouter l'extrémisme. Est-ce que cela a eu un impact sur le lobby, d'une manière ou d'une autre ?

#Ian Lustick

C'est formidable. Donc, comme Eli l'a souligné, il existe aux États-Unis un sentiment diffus selon lequel Israël est une bonne chose. C'est une réponse héroïque des Juifs à l'Holocauste. Et il y a une sorte d'affinité culturelle entre l'Amérique chrétienne, qui se voit comme un peuple en quelque sorte élu et exceptionnel, et le peuple juif, avec sa relation d'alliance avec Dieu. Il y a tous ces éléments culturels et psychologiques, plus diffus, mais qui ont eu une certaine influence. Ils se sont épanouis à l'époque où Israël était un pays plutôt social-démocrate et raisonnable, ce qui, en termes américains, aurait pu ressembler à un État démocrate comme le Connecticut ou le Rhode Island.

Mais dans les années soixante-dix et quatre-vingt, c'est devenu ce qu'on appelle, en termes américains, un État pivot, alternant entre des gouvernements de droite et de centre gauche, le Parti travailliste et le Likoud, sans savoir quoi faire des territoires : les échanger contre la paix ou les annexer par la force. Mais aujourd'hui, depuis plus de deux décennies, c'est vraiment devenu un État profondément républicain, comme l'Idaho ou l'Oklahoma aux États-Unis. Le pays est devenu très extrême. Et cela a eu un impact considérable sur le lobby, parce que le lobby ne peut plus défendre les politiques extrêmes que promeut l'actuel gouvernement israélien : qu'il s'agisse des colonies, du soutien aux colons violents, d'une guerre à Gaza — c'est un génocide —, d'une attaque contre l'Iran, ou du déplacement d'un million de personnes au Liban.

Le lobby n'essaie même pas de le défendre. Et pourtant, il exige toujours du gouvernement américain qu'il n'y ait, je cite, « aucune divergence » entre les États-Unis et Israël. Bon, ne pas avoir de divergence avec un pays raisonnable, c'est une chose. Mais ne pas avoir de divergence avec un pays fou, qui, selon toute définition raisonnable, est fou, cela montre à quel point Israël est devenu fou. Ça augmente les coûts et ça rend le lobby fou. Le lobby essaie de faire campagne et de soutenir Israël sans même mentionner Israël, parce qu'il ne peut pas défendre ses politiques.

#Eli Clifton

Cela a donc eu deux conséquences majeures pour le lobby. Ian vient d'en évoquer une : ils ne cherchent plus tellement à défendre les politiques d'Israël. À la place, ils tentent d'étouffer le débat, de salir ceux qui critiquent Israël. Et ils sont même allés plus loin, désormais. Ils essaient d'utiliser les pouvoirs de l'État pour réduire au silence les voix critiques, que ce soit en retirant des subventions aux universités ou en expulsant des détenteurs de carte verte qui critiquent Israël. Mais il y a eu autre chose, qui constitue clairement une conséquence plus négative pour le lobby. À mesure qu'Israël s'est déplacé vers la droite, le lobby s'est retrouvé dans une position très inconfortable. Et je pense que cela a vraiment atteint son paroxysme pendant le second mandat d'

Obama, avec l'accord nucléaire iranien, lorsqu'ils se sont retrouvés obligés de prendre position contre l'initiative phare de politique étrangère d'un président démocrate populaire.

Et au final, ils n'ont pas réussi à rallier les démocrates à leur démarche. Et ils ont perdu, du moins à court terme, sur le JCPOA. Or, pour eux, cela ne s'est pas résumé à une défaite très embarrassante, qui, selon moi, a beaucoup nui au lobby. Cela a aussi ancré l'idée que le lobby était devenu partisan, ce qu'il avait vraiment évité depuis sa création. Et, jusqu'alors, ils avaient largement réussi à éviter de s'engager dans des batailles partisans et dans la politique partisane. Mais après cela, on les voit s'y engager. Ils créent un super PAC. Ils s'impliquent dans les élections. Quelque chose change fondamentalement pour l'AIPAC, qui est l'organisation centrale et la plus importante au sein du lobby pro-israélien, dans la manière dont elle est perçue.

Encore une fois, leur grande force, c'étaient leurs conférences. Les conférences annuelles où ils faisaient intervenir des démocrates et des républicains. Ça s'est arrêté avec le Covid. Et ils ne les ont pas relancées, probablement parce qu'ils ne pouvaient plus obtenir la présence des deux partis comme auparavant. Donc, à mon avis, ça a vraiment porté un coup majeur à leur réputation. Le lobby pouvait afficher sa puissance, montrer qu'on ne pouvait pas le défier, et projeter l'image d'un large consensus bipartisan. Encore une fois, comme nous l'avons évoqué plus tôt, sur certaines questions qui, historiquement, avaient assez peu d'importance pour les électeurs, tout cela s'est effondré avec le JCPOA. Et ils n'ont pas réussi à retrouver ce caractère bipartisan, ou cette crédibilité bipartisane, dont ils avaient réellement bénéficié pendant des décennies auparavant.

#Ian Lustick

Et parallèlement, et en fait tout à fait dans le même sens, le lobby a dû renoncer à s'appuyer sur le soutien populaire aux États-Unis pour asseoir son influence. Il s'est tourné vers des sommes considérables, données et contrôlées par un très petit nombre de ploutocrates de droite, extrêmement engagés idéologiquement. C'est l'un des sujets que nous examinons très en détail dans le livre : les circuits de l'argent. Et cela est lié au fait qu'Israël est devenu si extrême que le lobby ne peut plus compter sur un soutien de masse, que ce soit au sein de la communauté juive ou, désormais de plus en plus, même au sein de la communauté évangélique, pour soutenir ses activités. Ainsi, une part croissante du pouvoir se concentre entre les mains d'un petit groupe de personnes ultra-riches. Et Eli peut expliquer ce qui a changé aux États-Unis et qui a également donné naissance à cette tendance.

#Eli Clifton

Je suis désolé, je vais encore intervenir. Les fractures au sein de la communauté évangélique sont très graves pour le gouvernement israélien, pas seulement pour le lobby. Et c'est ce groupe qui était censé constituer le véritable électorat pour lequel c'était un enjeu majeur, même si les sondages ne

le confirment pas vraiment. Cela laisse entendre que c'étaient eux qui allaient effectivement voter en premier et qui votaient systématiquement pour des candidats pro-Israël, conservateurs, dans des États très républicains.

Et on commence à voir des fissures là aussi, surtout dans le sillage du génocide en cours à Gaza. Pour diverses raisons, des évangéliques chrétiens, dont on nous avait pourtant fait croire qu'ils ne rompraient jamais avec Israël, le font aujourd'hui. En partie parce qu'ils sont choqués par le massacre de civils à Gaza. Je pense aussi que beaucoup d'entre eux ont été directement touchés par les mauvais traitements infligés par Israël aux chrétiens, qu'ils soient à Gaza, en Cisjordanie, à Jérusalem-Est ou au Liban. Le fait que les Israéliens ne semblent pas vraiment faire de distinction entre les Palestiniens musulmans et les Palestiniens chrétiens. Et je pense que cela a été une prise de conscience.

Et encore une fois, cela a déclenché, je pense, une alerte maximale en Israël et au sein du gouvernement israélien. Car, pour la toute première fois, on les voit dépenser des sommes importantes depuis Israël, en les dirigeant vers des gens aux États-Unis, afin de mener des campagnes publicitaires ciblant les électeurs évangéliques. Ces personnes se déclarent au titre de la loi sur l'enregistrement des agents étrangers, ce qu'on a très rarement vu de la part d'Israël auparavant. Cela correspond davantage à la manière dont les monarchies du Golfe cherchent à exercer de l'influence aux États-Unis. Je pense donc qu'il y a une certaine forme de désespoir. Il y a beaucoup de peur. Et si l'on considère que les endroits où le gouvernement israélien dépense cet argent, et cette réaction paniquée, reflètent un danger réel, cela laisse penser qu'il perd son soutien, à un niveau inquiétant, au sein des communautés chrétiennes évangéliques pro-Israël, dans des États très largement républicains.

#Glenn

Juste une brève question de suivi. La première porte sur le mot employé pour décrire Israël comme un État fou. C'est effectivement le titre du troisième chapitre, donc j'imagine que ce n'est pas une coïncidence. Pourquoi distinguer « fou » comme une catégorie à part, plutôt qu'agressif, expansionniste ou extrémiste ? Et puis, la deuxième question reprend simplement ce qu'Eli vient de mentionner. Il y a tous ces différents, disons, mécanismes, tout cet argent injecté pour que les... l'électorat américain... pardon, les responsables politiques votent d'une certaine manière. Mais comment cet argent s'articule-t-il avec les autres mécanismes ? L'idéologie, l'opinion publique, ou un lien authentique ?

#Ian Lustick

Alors, moi, je vais m'occuper de la folie, et Eli pourra s'occuper des situations juridiques qui contribuent aux problèmes d'argent aux États-Unis. Oui, le chapitre sur Israël s'intitule « Israël est un État fou ». Il reprend la définition du mot « fou » avancée au début des années soixante-dix par la principale autorité israélienne en matière de politiques publiques, un homme nommé Yehezkel

Dror, qui a reçu le Prix Israël pour ses travaux dans ce domaine. Il a écrit un livre intitulé « États fous », dans lequel il disait que, comme l'Allemagne nazie, tous les États arabes et l'OLP devaient être considérés comme étant soit fous, soit en train de le devenir. Non pas parce qu'ils étaient irrationnels, mais parce que leurs objectifs étaient tellement maléfiques et, ou plutôt pas tant maléfiques que démesurés, tellement extrêmes.

Et la brutalité avec laquelle ils étaient prêts à employer n'importe quel moyen pour atteindre ces objectifs voulait dire qu'ils étaient fous. Parce qu'ils pensaient que, même si le monde entier estimait qu'ils enfreignaient les règles morales, eux avaient en réalité raison. Il y a donc une certaine suffisance morale. Et cela va aussi de pair avec cette forme de folie. Ce n'est donc pas que vous êtes aliéné ou irrationnel. Certainement pas. Selon cette définition, il faut avoir beaucoup de capacités, et il faut être très rationnel dans la manière de les utiliser. Mais ce qui vous caractérise comme fou, c'est à quel point vous êtes extrême, brutal, convaincu de votre propre vertu, et imperméable à toute critique. Et tout ce que nous faisons dans ce chapitre, c'est montrer qu'Israël en est venu à correspondre au modèle de ce que Dror disait que les États arabes étaient.

Dror a écrit ce livre pour dire à l'Occident et aux Israéliens que tous les moyens pouvaient être utilisés pour contrer ou détruire un État devenu fou. Il cherchait à justifier les guerres préventives, la subversion, et toutes sortes d'autres formes de délégitimation de tous les États ennemis d'Israël. Ce qui est ironique, et assez stupéfiant, c'est que, des décennies plus tard — et Dror est toujours en vie, d'ailleurs — des décennies plus tard, sa définition s'applique davantage à Israël qu'à presque n'importe quel autre pays au monde. Voilà donc ce qu'on entend par un État fou. Et ce chapitre documente le changement entre ce qu'était Israël par le passé et ce qu'il est devenu, malheureusement. Il y a aussi une autre chose dont nous pouvons parler : la manière dont la politique américaine a contribué à accélérer ce changement en Israël. Sans le soutien inconditionnel que les présidents américains ont accordé à la politique israélienne, pour les raisons dont nous avons parlé, nous ne verrions pas — nous ne verrions probablement pas — l'Israël aussi fou que nous voyons aujourd'hui.

#Eli Clifton

Le rôle intéressant de l'argent dans tout ça, que vous avez soulevé... Et pour commencer, il est très difficile de répondre à la question : qu'est-ce que les responsables politiques croient réellement ? Qu'est-ce que n'importe quel individu croit réellement ? Mais la tension sur laquelle il vaut vraiment la peine d'attirer l'attention, c'est celle qui existe entre l'opinion publique — certainement au sein du Parti démocrate, et de plus en plus au sein du Parti républicain — et les politiques menées. Et je pense que l'argent explique cela dans une large mesure. Ce à quoi je fais référence, par exemple, c'est la dernière élection : la principale raison invoquée par les électeurs qui avaient voté pour Joe Biden en 2020 et qui n'ont pas voté pour Kamala Harris lors de l'élection de 2024.

La principale raison qu'ils ont donnée pour expliquer pourquoi ils avaient, dans une certaine mesure, changé leur façon de voter, c'était Gaza et la manière dont l'administration a géré cette guerre. Et

aujourd'hui, on voit près des deux tiers des électeurs démocrates dire qu'ils veulent un arrêt total de l'aide américaine à Israël. Mais on ne constate pas encore de changement de politique significatif. Une majorité de démocrates à la Chambre des représentants a bien voté pour réduire cette aide, mais ils l'ont fait en sachant qu'ils n'allaient pas remporter ce vote. Et je pense qu'il est vraiment intéressant de chercher à quel moment le point de rupture pourrait être atteint, le moment où les responsables politiques comprennent que les pressions qu'ils subissent de la part de leurs électeurs vont réellement devoir conduire à un changement de politique concret.

Nous n'en sommes pas encore là. Cela a créé un écart énorme, énorme, entre l'opinion publique et les politiques menées. Et comme nous essayons de le montrer dans le livre, l'explication la plus probable de cet écart considérable, c'est l'argent que le lobby est capable de déverser dans les élections. Et les chiffres sont assez stupéfiants. Depuis deux mille douze, neuf ploutocrates ont injecté plus d'un milliard sept cents millions de dollars dans notre système électoral. Et ce ne sont que des individus. Or, tous ces individus parlent d'Israël comme de la principale raison de leur engagement politique et de leurs dons aux responsables politiques.

Rien que pour ce cycle, on a vu quelque chose comme trente millions de dollars du United Democracy Project, le super PAC de l'AIPAC, tenter d'influencer le résultat d'une seule primaire démocrate pour le Sénat, dans le Michigan. Ils essayaient de faire élire Haley Stevens à la place d'Abdul El-Sayed. Ils ont échoué. Mais les sommes qu'on voit, rien que sur ce cycle... J'ai un compteur que je publie sur israelslobby.com. Je viens de le consulter. Il a été mis à jour ce week-end. Il indique désormais que les super PAC pro-Israël ont levé, sur ce seul cycle, cent soixante-huit millions de dollars. Ils en ont dépensé cent cinquante-trois millions. Et les primaires ne sont même pas encore terminées. Ce qui veut dire que, d'ici aux élections de novembre, il est tout à fait possible qu'ils lèvent et dépensent deux cent cinquante millions de dollars.

C'est une élection de mi-mandat. Ce que cela signifie pour la prochaine élection présidentielle, on ne peut que le supposer. Mais le fait est qu'ils injectent des sommes d'argent sans précédent. Depuis l'arrêt *Citizens United*, ils augmentent les montants qu'ils dépensent à chaque cycle politique, sans exception. Et je pense que la seule explication, c'est qu'ils comblent une fois de plus cet écart entre l'opinion et les politiques publiques. Et je pense qu'on atteindra probablement un point de rupture, dans un avenir très proche, où l'on commencera à voir cela se traduire dans les politiques publiques. Mais soyons très clairs : ce n'est pas encore arrivé. Je pense simplement que cela va probablement se produire dans les deux à quatre prochaines années.

#Glenn

Eh bien, aux États-Unis, on a l'impression que, à mesure que les inégalités économiques continuent de se creuser, les gens s'inquiètent davantage, au fond, d'être gouvernés par les riches. Autrement dit, que les riches vont dominer. Dans ce cadre-là, on voit donc des gens se demander : d'où vient l'argent ? Qui corrompt les responsables politiques ? Pourquoi n'écoutent-ils pas réellement le peuple ? Et de ce point de vue, il semble que ce soit probablement l'une des raisons pour lesquelles

d'avantage de personnes regardent vers Israël comme l'un des facteurs qui corrompent les États-Unis. Mais en même temps, ce qui m'inquiéterait, c'est que, dès qu'on commence à chercher comment la richesse corrompt la politique, on passe soudain de : « Oui, les Israéliens corrompent la politique américaine », à : « Les Juifs dirigent l'Amérique. » Je veux dire, là, ça devient un peu plus dangereux. Alors, comment voyez-vous cette différence ? Parce qu'on a souvent l'impression que le lobby israélien lui-même aime confondre Israël et les Juifs.

#Eli Clifton

C'est quelque chose que nous essayons vraiment de souligner à plusieurs reprises dans le livre. Et je crois que nous l'abordons même dans l'introduction. Pour être très clair, prétendre que les Juifs votent tous en donnant la priorité à Israël, un pays étranger, c'est un trope antisémite. Prétendre que les Juifs ont intrinsèquement une double loyauté, c'est un trope antisémite. Et s'il est vrai que certains antisémites reprennent cet argument, comme vous venez de le souligner, pour l'appliquer à tous les Juifs, je pense que, dans notre débat politique dominant, les principaux propagateurs de ce trope sont le lobby pro-israélien. Parce que c'est probablement l'un des derniers arguments qu'ils peuvent encore avancer : s'appuyer sur un argument antisémite et dire que toute critique à leur égard est une critique de tous les Américains juifs. Or, c'est objectivement et manifestement faux.

Quand on regarde la façon dont votent les Juifs américains, Israël est un enjeu peu saillant pour les électeurs juifs américains. Par ailleurs, les électeurs juifs américains ne se sont pas déplacés vers la droite. Ils n'ont pas commencé à voter républicain. Le vote juif pivot est une fiction. Il n'existe pas. C'est l'un des blocs électoraux les plus constamment démocrates de notre pays. Ils n'ont donc pas bougé, alors même que la plupart des gens diraient que le Parti républicain est devenu, des deux partis politiques, le plus pro-Israël. Donc, c'est tout simplement faux. Mais regardez l'AIPAC, regardez l'ADL, regardez ces groupes. Même Donald Trump reprend fréquemment certains de ces canards, parce que c'est la justification de dernier recours que le lobby peut avancer pour expliquer pourquoi il ne devrait pas être critiqué, pourquoi il ne devrait pas avoir à se défendre, et pourquoi il serait, d'une certaine façon, acceptable qu'il cherche à influencer notre vie politique en tant qu'intérêt particulier au sein de notre démocratie.

#Ian Lustick

J'ajouterai ceci : Eli et moi sommes juifs. En soi, ce n'est pas si important. Sauf que cela reflète ce que montrent aujourd'hui les sondages : la plupart des Juifs ne se contentent pas de critiquer le gouvernement israélien actuel, Netanyahu. Ils ne s'identifient pas non plus fortement au pays et rejettent le sionisme dans les formes qu'il a prises. Donc, parler d'un lobby juif est un mythe, même si une très large majorité des très, très grands donateurs dont nous parlons sont juifs. Ce n'est pas une bonne image pour les Juifs, j'en conviens. Cela fait écho à toutes sortes de théories du complot fausses et délirantes.

Mais cette mauvaise image — cette bonne image, pardon — d'un petit nombre de Juifs extrêmement riches qui manipulent les choses en coulisses, elle résulte, comme nous l'avons dit, de l'évolution des lois électorales américaines, mais aussi de l'évolution d'Israël, dont les politiques sont tellement à droite qu'il ne peut pas obtenir le soutien de la masse des Juifs. Il ne peut compter que sur un petit groupe de ploutocrates d'extrême droite et certains de leurs autres soutiens. Dans le livre, nous abordons aussi une autre question : la manière dont sont fabriquées les accusations d'antisémitisme, que le lobby a cautionnées afin d'éviter d'avoir à parler des politiques israéliennes ou à les défendre.

Et l'élément clé de cette campagne, que le lobby utilise depuis des décennies avec le soutien du gouvernement israélien, c'est de définir l'antisémitisme de manière si large qu'il englobe pratiquement toute critique d'Israël. Ils peuvent ainsi traiter Israël comme ce qu'ils appellent le Juif collectif. Dès lors, toute critique d'Israël, en tant que Juif collectif, devient une attaque contre tous les Juifs. Et c'est l'une des raisons pour lesquelles toutes ces statistiques qu'on fait circuler sur notre soi-disant tsunami d'antisémitisme sont en réalité gonflées. Car ils prennent les critiques d'Israël ou les manifestations contre les politiques israéliennes à Gaza, et comptabilisent tous ces épisodes, tous ces incidents, tous ces slogans, qui relèvent pourtant d'un débat politique parfaitement légitime, comme de l'antisémitisme.

Et nous, à l'inverse, nous pensons que c'est notre analyse, qui distingue clairement le véritable antisémitisme de la critique d'Israël, qui peut aider à déjouer, à bloquer, à reconnaître la véritable menace que représente la montée de l'antisémitisme. Une menace qui ne découle pas du 7 octobre, de l'attaque du Hamas contre des Israéliens. Elle découle du 8 octobre, de l'énorme réaction excessive, blasphématoire, de l'armée israélienne contre la civilisation elle-même dans la bande de Gaza. Et c'est cela qui a provoqué cette recrudescence de l'antisémitisme, parce qu'Israël affirme agir au nom du peuple juif. Et cela contribue à faire émerger un antisémitisme latent sous la forme d'attaques contre des Juifs qui n'ont rien à voir avec la politique israélienne.

#Eli Clifton

Je pense qu'il y a quelque chose de vraiment important ici. La question que vous avez posée porte, évidemment, sur les sensibilités politiques et culturelles en jeu. Les gens ont souvent peur de parler de ces sujets. Non pas parce qu'ils craignent de dire quelque chose d'antisémite, ou de l'être réellement, mais parce qu'ils ont peur d'être accusés d'antisémitisme. L'un des arguments que nous avons essayé de faire valoir, c'est que ce silence est intentionnel. Refuser d'avoir cette conversation rend un immense mauvais service. Et cela cède en réalité une grande partie du terrain à une combinaison d'antisémites et du lobby d'Israël, qui veut propager à la fois des clichés antisémites et l'idée selon laquelle toute critique d'Israël est antisémite. Nous rejetons cela. Nous pensons qu'il est en fait important d'avoir cette conversation. Davantage de personnes doivent prendre la parole et contester ces idées. Ne pas le faire, encore une fois, revient vraiment à céder dangereusement du terrain, à la fois aux antisémites et à ceux qui veulent assimiler Israël à l'ensemble des Juifs.

#Glenn

J'ai vu Marco Rubio récemment. Il a fait ce saut-là parce qu'il prononçait un discours expliquant qu'il est important que les États-Unis protègent leur communauté juive. Et je me suis dit : oui, bon, si ça a du sens. Et puis, soudainement, donc, nous n'accorderons plus de visas d'entrée aux personnes qui critiquent Israël. J'ai donc trouvé intéressant de voir à quel point l'un était directement lié à l'autre. Mais je me dis aussi que cela doit créer des tensions au sein de la société américaine. Parce qu'à mesure qu'Israël se tourne davantage vers ce radicalisme de droite, on voit que, globalement, les électeurs juifs aux États-Unis ont tendance, je crois, à voter plus à gauche que les autres. C'est donc une tension intéressante, dans le fait d'aliéner les personnes qu'Israël prétend, ou affirme, représenter réellement.

#Eli Clifton

Je pense que ça a aliéné un groupe encore plus large que cela. Et je pense que les suites de la guerre à Gaza l'ont clairement montré. En particulier, là encore, le fait de cibler des gens pour des délits d'opinion — pour avoir critiqué un pays étranger sur un campus universitaire américain, et pour avoir critiqué la politique étrangère des États-Unis — suscite un retour de bâton d'une ampleur considérable. J'ai vu cela se produire aussi bien à droite qu'à gauche, car cela heurte profondément les sensibilités des gens, à un niveau très fondamental, autour du Premier amendement. Et là encore, on peut relier cela aux ploutocrates qui contrôlent, à bien des égards, cette administration et, plus largement, notre système politique.

Je veux dire, la présidente de la Maccabee Task Force, qui est l'une des principales organisations ayant fait pression à la fois pour réprimer les universités en leur retirant des financements fédéraux, et pour expulser des titulaires de carte verte, est aussi la plus grande donatrice du président : Miriam Adelson. Il ne faut donc pas chercher bien loin pour voir qu'il y a ici un petit groupe de personnes prêtes à utiliser, encore une fois, non seulement leur argent pour faire du lobbying ou influencer les élections, mais aussi à tenter d'instrumentaliser l'État pour réprimer et étouffer les critiques d'Israël.

#Ian Lustick

Ce qui se passe réellement aujourd'hui, c'est donc une attaque, non seulement contre les arguments avancés par les gens, comme s'ils étaient antisémites, et non seulement contre les personnes qui avancent ces arguments. Mais ce que nous voyons avec l'administration Trump, de concert avec le lobby, c'est une attaque contre les institutions qui produisent ces personnes : les institutions d'élite, les établissements universitaires, les médias, l'industrie du divertissement. Tous sont visés par des attaques, des sanctions, des poursuites, des expulsions, des remises en question de leur capacité à conserver leurs licences, et ainsi de suite. Tout cela afin d'étouffer le débat sur Israël.

Nous voyons aussi que ces pressions sur la société américaine se font sentir au sein de la communauté juive. La communauté juive elle-même : regardez presque n'importe quelle synagogue qui n'est pas orthodoxe, et vous verrez une énorme fracture entre ceux qui essaient encore de suivre la ligne du lobby pro-israélien, selon laquelle Israël serait notre réponse à l'Holocauste, et un nombre croissant de juifs dans ces congrégations qui ne supportent pas ce qu'ils voient à la télévision. Résultat : dans congrégation après congrégation, les rabbins réformés, conservateurs ou reconstructionnistes ne peuvent même pas parler d'Israël, parce que cela divise si profondément la congrégation.

#Glenn

Vous soutenez pourtant que, pour avancer face à la crise au Moyen-Orient, et en particulier sur la question palestinienne, après des décennies de colonies et d'expansion territoriale, le cadre de la solution à deux États devient de moins en moins réalisable. Alors, si cette solution à deux États ne fonctionne plus, je me demandais quelles sont les alternatives pour les États-Unis, dans le cadre d'une politique indépendante, indépendamment de ce qu'Israël préconise. Parce que, de mon point de vue, s'il n'y a qu'un seul État et qu'environ la moitié du Grand Israël est juive, la seule manière d'avoir un État ethnique serait, pour Israël, soit d'instaurer l'apartheid — c'est-à-dire un ensemble de règles pour les uns et un autre pour les autres — soit de procéder à un nettoyage ethnique, en les expulsant vers l'Égypte, ou en les tuant, comme dans un génocide. Mais au-delà de l'apartheid, du nettoyage ethnique et du génocide, quelles sont aujourd'hui les options, étant donné que cette solution est compromise ?

#Ian Lustick

Eh bien, vous posez très bien le problème. Il n'existe plus de solution à deux États. Israël ne va se retirer d'aucun territoire qui permettrait la création d'un éventuel État palestinien. Mais cela ne veut pas dire qu'il ne puisse pas y avoir un avenir meilleur qu'aujourd'hui. Mais on part d'une version israélienne de l'apartheid. La différence, c'est qu'elle est silencieuse. Les Sud-Africains disaient fièrement : oui, nous pratiquons une discrimination systématique. Nous ne permettons pas à tous ces gens de voter. Israël dit simplement : nous attendons la solution à deux États, ou autre chose. Donc, en attendant, ces gens n'ont pas le droit de voter. Mais c'est en réalité un apartheid silencieux.

La question devient donc la suivante : comment changer un régime qui est en partie démocratique, mais qui exclut la moitié de la population de la démocratie ? Comment ce changement se produit-il ? Historiquement, nous en avons beaucoup d'exemples. Les femmes, qui représentent la moitié de la population, ont été exclues de la politique, de la politique démocratique, dans les pays d'Europe occidentale et aux États-Unis, pendant cent ans. Les Noirs, les catholiques irlandais, les Juifs... L'exclusion de grands groupes est quelque chose qui se produit souvent. Et ce qui se passe, c'est qu'au fil des décennies, et même sur des périodes plus longues, les mécanismes démocratiques finissent par s'ouvrir et inclure ces groupes exclus, parce que les divisions au sein du groupe

majoritaire poussent un côté de ce groupe à tendre la main pour accorder le droit de vote aux Noirs, aux femmes ou aux catholiques irlandais.

Et ce type de changement à long terme, sans direction imposée, peut produire un avenir de démocratie et d'égalité. Mais ce n'est pas une solution, parce que nous ne pouvons pas dire exactement, dès maintenant, comment y parvenir. Ce que nous devons faire, c'est envisager la fin de l'occupation en disant la vérité sur ce qui se passe, en agissant selon nos valeurs, et en mettant fin à l'occupation par le fait que tous vivent sous un même gouvernement, avec des droits égaux. Plutôt que par un retrait territorial qui, tout simplement, n'aura pas lieu. Et le présenter comme s'il pouvait avoir lieu doit être reconnu pour ce que c'est : une simple technique visant à préserver l'apartheid sous une forme silencieuse.

#Eli Clifton

Il y a là une sorte de piège, et je ne pense pas que vous l'ayez abordé, Glenn. Mais je sais que nos détracteurs y ont souvent eu recours. L'idée, c'est que tant qu'on ne peut pas proposer une voie claire vers une alternative à la solution à deux États, alors la direction évidente de la politique américaine serait de continuer à maintenir le statu quo : soutenir Israël, quel que soit le processus qu'il traverse. Or, je pense que c'est en soi un piège assez habile. Cela revient à dire que, tant que nous ne pouvons pas fournir d'alternative — alors même que nous sommes un pays situé à six mille miles de là — nous devons continuer à soutenir l'armée israélienne et à lui fournir non seulement une aide militaire, mais aussi la protection diplomatique que nous lui accordons, de sorte qu'Israël ne subisse pas de conséquences pour ses actes sur la scène internationale. Et c'est une idée que je rejette totalement.

Parce que ce n'est pas forcément à nous de définir la solution précise à la décision d'Israël d'occuper la Cisjordanie, de réoccuper Gaza, de faire la guerre à ses voisins. C'est une question à laquelle seuls les Israéliens, les Palestiniens et les autres acteurs de la région peuvent réellement répondre. Et nous devons nous demander : est-ce que notre soutien, est-ce que l'aide américaine, est-ce que la couverture diplomatique que nous apportons rendent plus probable la recherche d'une forme de solution par ceux qui sont les plus directement concernés dans la région, c'est-à-dire les Israéliens, les Palestiniens et les autres ? Et je dirais que ce solutionnisme, si l'on peut dire, ne rend pas réellement cette issue plus probable. Au contraire, il étouffe des solutions qui pourraient émerger plus tôt que plus tard, si les États-Unis prenaient un peu de recul au lieu de se présenter comme la source supposée de ces solutions.

#Ian Lustick

Ils ont donc tout à fait raison. Cette idée selon laquelle le solutionnisme est le problème est mal comprise. En politique, en réalité, on obtient presque jamais une solution, c'est-à-dire une situation où tout le monde vit heureux pour toujours. Ce qu'on obtient, espérons-le, ce sont de meilleurs problèmes demain que ceux qu'on a aujourd'hui. Et donc, quand on regarde les problèmes liés à la

tentative d'apporter la démocratie et l'égalité aux deux immenses populations qui vivent entre le Jourdain et la mer Méditerranée, c'est un bien meilleur problème que de savoir comment faire appliquer un régime extraordinairement oppressif et meurtrier, qui affirme désormais que ce statu quo est préférable à tous les autres. Non. Je dis que les problèmes qui y sont associés — la guerre avec l'Iran, la guerre au Liban, la guerre à Gaza, tous ces exemples, ainsi que l'attaque du Hamas — sont des problèmes pires que celui qui consiste à se demander comment construire une démocratie égalitaire pour toutes les personnes qui vivent entre le fleuve et la mer. C'est un bien meilleur problème.

#Glenn

J'aimerais reformuler cela. Pour être honnête, je n'y avais pas pensé. C'est très pertinent. J'ai juste une dernière question. Vous insistez sur l'écart grandissant entre l'opinion publique américaine et le soutien continu de Washington à Israël. Mais en même temps, on voit aussi aujourd'hui que les conditions pourraient être réunies pour que ce soutien décline. Je me demandais si vous pouviez développer votre réflexion. Pourquoi cet écart a-t-il persisté ? Et pourquoi ce déclin pourrait-il survenir maintenant ?

#Eli Clifton

Eh bien, je veux dire, je pense qu'on est dans une sorte de phase finale. Mais évidemment, vouloir prévoir le moment où ces choses vont arriver, c'est une entreprise vaine, comme essayer d'anticiper le marché boursier. Et cette phase finale est très, très, très dangereuse parce que, comme nous l'avons évoqué au cours de cette heure, le lobby a perdu une grande partie du soutien public dont il bénéficiait. Et en plus, là encore, parce que nous ne cessons de souligner que c'était un sujet peu saillant, la situation est sans doute devenue bien pire. Pas tant parce qu'il a perdu ce soutien, mais parce que le sujet est devenu très saillant, dans un sens négatif. Les gens ont de plus en plus le sentiment que la relation entre les États-Unis et Israël est toxique et qu'elle doit être modifiée de manière assez radicale.

Plus précisément, la question la plus couramment posée aux électeurs dans les sondages est : « Êtes-vous favorable à l'arrêt de l'aide et de l'assistance américaines à Israël ? » Et là encore, une majorité au sein du Parti démocrate est de cet avis, tout comme un nombre croissant de personnes au sein du Parti républicain. Ils ont donc perdu cette bataille. Et il ne reste alors à ce lobby que ces outils coercitifs, vraiment dangereux, à sa disposition. Il a montré une réelle volonté de les utiliser. Là encore, en utilisant le pouvoir de l'État pour tenter d'étouffer les critiques, pour tenter d'expulser les personnes qui se mettent à dos ce lobby.

Et là, on voit cette convergence entre la ploutocratie, le pouvoir de l'État et une puissance étrangère. Le tout est utilisé au détriment des électeurs américains, pour contester les sentiments populaires dans ce pays. Et évidemment, je pense que l'Histoire nous montre que, généralement, c'est une stratégie perdante. Mais même en perdant, on peut causer d'énormes dégâts. Je ne voudrais pas

hasarder de pronostic sur l'issue de tout cela, ni sur le moment où cela prendra fin, ni sur le moment où nous verrons cette véritable rupture, ce point où la politique commencera à changer de manière significative. Mais ce que je dirai, c'est que le lobby, les gens qui le financent et ceux qui le dirigent considèrent eux-mêmes qu'il s'agit d'une bataille existentielle pour eux, parce qu'ils y ont tout mis.

#Glenn

Excellent. Eh bien, je tiens à vous remercier tous les deux d'avoir pris le temps. Et j'invite aussi les spectateurs à découvrir le livre, dont le lien est dans la description. C'est vraiment difficile d'imaginer un moment plus pertinent pour cela. Car aujourd'hui, on voit — en tout cas, de mon vivant, je n'avais jamais vu ce niveau de critique de la relation entre Israël et les États-Unis. Et il est au moins positif de voir qu'il y a une certaine réflexion sur le sujet. Je me souviens que John Mearsheimer et Stephen Walt avaient écrit, il y a vingt ans, un livre sur un sujet similaire. Il avait suscité beaucoup de réactions hostiles et avait été diffamé, alors qu'il aurait dû faire l'objet d'un débat. Mais je pense qu'aujourd'hui, c'est évidemment un moment encore plus propice pour discuter de cette relation problématique. Alors, merci à vous deux. À moins que vous n'ayez quelques dernières réflexions ?

#Ian Lustick

Merci, Glenn. C'était très agréable, et j'espère que vos téléspectateurs en ressortiront aussi curieux que satisfaits.

#Eli Clifton

Merci, Glenn.